Un plan mondial pour le climat et contre l’extrême pauvreté (Adrien Fabre)

Préface (Gabriel Zucman)

15 avril 2024

Comment progresser vers un monde plus juste tout en luttant efficacement contre le changement climatique ? Ce livre propose une solution claire et convaincante qui mérite d’être débattue largement.

La tâche n’a rien d’évident. On ne compte plus les propositions faites pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dont les aspects inégalitaires sautent aux yeux. Cet échec à avancer de concert sur les deux grands défis du 21e siècle – la lutte contre le changement climatique d’un côté, la réduction des disparités économiques de l’autre – a, depuis plusieurs décennies, été au cœur de notre incapacité collective à préserver le climat.

L’ouvrage d’Adrien Fabre est précieux car il démontre que cette tension peut être surmontée.

L’instrument le plus sûr pour régler le problème du changement climatique est bien connu : il consiste à plafonner les émissions de gaz à effet de serre grâce à un système de quotas échangeable, dont les quantités doivent décroître progressivement pour atteindre zéro peu après le milieu du 21e siècle.

En redistribuant les recettes ainsi générées à parts égales entre tous les humains (c’est-à-dire en allouant de fait le même permis d’émissions à chaque habitant de la planète, critère de justice *a minima* difficilement contestable), ce mécanisme permettrait de financer un revenu universel de base de l’ordre de 50 $ par mois et par personne entre 2030 et 2060, éradiquant ainsi les formes de pauvreté les plus extrêmes.

Une utopie ? Depuis sa thèse, Adrien Fabre s’est spécialisé dans les enquêtes d’opinion relatives au climat et à la redistribution. Et c’est là que son traité devient passionnant. Car son travail minutieux renverse une idée communément acceptée : celle qui voudrait que les habitants des pays riches soient hostiles à la redistribution internationale. « En réalité, écrit-il, les gens sont disposés à la mue écologique et solidaire — pour peu que l’effort soit international, partagé équitablement, et qu’il pèse d’abord sur les plus riches. »

Ce n’est pas la démocratie qui s’oppose au progrès, c’est le conservatisme des élites économiques et le défaitisme dont cet ouvrage constitue l’antidote indispensable.

De fait, les transferts internationaux, bien que très insuffisants, sont loin d’être complètement négligeables aujourd’hui : de l’ordre de 0,4 point de PIB pour un pays comme la France, soit plus de 10 milliards d’euros par an. Il n’y a rien d’irréaliste à envisager un doublement ou un triplement de ces flux dans les années à venir. Les pays de l’OCDE se sont d’ailleurs engagés à porter l’aide au développement à 0,7 points de PIB. Le plan proposé par Adrien Fabre entraînerait des transferts internationaux d’environ 0,6 % du PIB mondial et s’inscrirait dans cette évolution.

Et preuve de l’urgence du sujet, les initiatives pour concilier justice économique internationale et soutenabilité climatique se multiplient. La prix Nobel d’économie Esther Duflo estime que les pays du Nord devraient s’acquitter de 500 milliards de dollars par an aux pays pauvres (0,5 % du PIB mondial), rien que pour compenser les pertes en vies humaines dues aux émissions actuelles des habitants des pays industrialisés. À la réunion des ministres des finances du G20 qui a eu lieu à São Paulo en février 2024, j’ai présenté un projet d’imposition minimale coordonnée des milliardaires mondiaux, qui permettrait, avec un taux minimum modeste de 2 % sur la fortune des individus concernés, de lever au moins 250 milliards par an. Il serait parfaitement logique d’allouer au moins une partie de ces recettes aux pays les plus pauvres, qui même s’ils abritent relativement peu de milliardaires, ont puissamment contribué à l’enrichissement de ceux du Nord en leur donnant accès à leur marché.

Le livre d’Adrien Fabre, nourris des recherches les plus récentes et de ses travaux pionnier, vient alimenter ce débat vital pour l’avenir de notre planète. C’est une lecture indispensable pour tous les citoyens attachés à la justice et au progrès.